
SOCIALISME ou BARBARIE

Paraît tous les deux mois

Comité de Rédaction :

P. CHAULIEU

Ph. GUILLAUME — C. MONTAL — J. SEUREL (Fabr)

Gérant : G. ROUSSEAU

Ecrire à :

« SOCIALISME OU BARBARIE »

18, rue d'Enghien - PARIS-10^e

Règlements par mandat :

G. ROUSSEAU - C.C.P. 722.603

ABONNEMENT UN AN (six numéros)... 500 francs

LE NUMERO 100 francs

Nous publions le présent numéro sous la forme d'un numéro double (5-6) de 160 pages, pour combler le retard de sa parution. Nous sommes obligés du fait de son importance de le vendre 150 francs.

SOCIALISME OU BARBARIE

LA BUREAUCRATIE YOUGOSLAVE

De 1923 à aujourd'hui, le mouvement ouvrier a été dominé par le stalinisme. Maintenant sous son emprise les fractions les plus évoluées et les plus combattives du prolétariat, la politique de la bureaucratie stalinienne a été le facteur prédominant dans le dénouement des crises sociales du dernier quart de siècle. Une des manifestations les plus significatives de cette prédominance écrasante fut, pendant toute cette période, l'impossibilité de reconstituer face au stalinisme une avant-garde révolutionnaire digne de ce nom, c'est-à-dire une avant-garde fondée sur des bases idéologiques et programmatiques solides et exerçant une influence réelle auprès d'une fraction même minime du prolétariat. L'obstacle principal auquel se heurtait cette reconstitution a été l'incertitude et la confusion qui prévalaient quant à la nature et les perspectives de développement du stalinisme lui-même, incertitude et confusion qui étaient alors presque inévitables. La bureaucratie stalinienne se trouvait encore « à l'état naissant » ; ses traits fondamentaux se dégageaient à peine de la réalité sociale ; son pouvoir n'était réalisé que dans un seul pays, complètement coupé du reste du monde ; les partis staliniens restaient, dans presque tous les pays capitalistes, des partis « d'opposition ». Tous ces facteurs expliquent à la fois pourquoi le prolétariat n'a pas pu, pendant cette période, se dégager de l'emprise stalinienne et pourquoi l'avant-garde elle-même n'est pas arrivée à comprendre la nature de la bureaucratie et à définir face à celle-ci un programme révolutionnaire.

Malgré les apparences, la deuxième guerre impériale a apporté à cette situation un changement radical. La bureaucratie stalinienne a largement débordé le cadre de l'ancienne Russie; elle est devenue force dominante, elle exerce le pouvoir dans une dizaine de nouveaux pays, parmi lesquels se trouvent aussi bien des régions industrielles évoluées, comme la Tchécoslovaquie ou l'Allemagne orientale, qu'un immense territoire arriéré, comme la Chine. Ce qui pouvait auparavant paraître comme une exception, ou le résultat des particularités de la Russie, le pouvoir absolu de la bureaucratie, s'est révélé comme également possible ailleurs. Les partis staliniens dans les pays bourgeois ont connu dans la plupart des cas un développement puissant, mais par là même ils ont été obligés à participer aux « responsabilités du pouvoir » et à assumer le rôle de promoteurs d'une société bureaucratique.

Par cette extension considérable, le stalinisme a virtuellement perdu son « mystère ». En considérant la masse ouvrière, on ne peut plus nier qu'une expérience de la bureaucratie stalinienne a commencé, autrement plus profonde que celle qui était possible avant la guerre; car l'expérience actuelle du stalinisme ne concerne plus ses « trahisons », mais la nature même de la bureaucratie en tant que couche exploiteuse. Cette nature est ou sera obligatoirement comprise par les prolétaires des régions où la bureaucratie stalinienne a pris le pouvoir. Pour le prolétariat des autres pays, le doute sur cette question tend à laisser la place à une certitude corroborée par la compréhension de l'attitude et du rôle de la bureaucratie politique et syndicale stalinienne dans le cadre du régime capitaliste. Pour ce qui est de l'avant-garde, tous les éléments lui sont maintenant donnés pour élaborer et diffuser au sein de la classe une conception claire de la bureaucratie et un programme révolutionnaire face à celle-ci.

Mais, plus encore que dans les rapports entre la classe ouvrière et la bureaucratie, l'expansion actuelle du stalinisme fait paraître un changement radical dans la situation de la bureaucratie elle-même. La bureaucratie est sortie de la guerre infiniment renforcée quant au potentiel matériel et humain dont elle dispose; mais cette expansion a fait apparaître avec beaucoup plus de force qu'auparavant les contradictions propres de la bureaucratie, inhérentes à sa nature de couche exploiteuse. Ces contradictions découlent évidemment de l'opposition radicale entre ses intérêts et ceux du prolétariat. Les partis staliniens ne sont rien sans l'adhésion de la classe ou-

vrière, par conséquent ils sont obligés de maintenir et d'approfondir leur liaison avec celle-ci, précisément pour pouvoir lui imposer une politique radicalement hostile à la fois à ses intérêts immédiats et à ses intérêts historiques; de là une opposition, sourde au départ, qui ne peut aller qu'en croissant. Cette opposition est en apparence supprimée lorsque la bureaucratie s'empare du pouvoir; on peut dire qu'alors, au fur et à mesure qu'elle instaure sa dictature absolue, elle se débarrasse du besoin de l'adhésion des ouvriers. Mais en réalité, la contradiction ne fait que se reporter sur un plan encore plus profond et plus important, le plan économique, et là elle s'identifie avec la contradiction fondamentale de l'exploitation capitaliste. Si la bureaucratie, en parvenant au pouvoir, cesse d'avoir besoin de l'adhésion politique des ouvriers, elle n'en a que davantage besoin de leur adhésion économique. Les ouvriers peuvent, en tant qu'agents politiques, être matés par le Guépéou; en tant que producteurs qui refusent d'être exploités, ils sont irréductibles. La contradiction élémentaire entre les intérêts ouvriers et l'exploitation bureaucratique devient, à ce stade, matériellement évidente pour le prolétariat. La nécessité dans laquelle se trouve la bureaucratie d'exploiter au maximum l'ouvrier tout en le faisant produire le plus possible crée une impasse qui s'exprime dans la crise de la productivité du travail; cette crise n'est autre chose que le refus définitif des ouvriers en tant que producteurs d'adhérer à un régime dont ils ont compris le caractère exploiteur. L'économie et la société bureaucratique se trouvent ainsi devant une impasse que la bureaucratie essaie de dépasser en augmentant l'exploitation — donc en aggravant les causes mêmes de la crise — et en étendant l'aire de sa domination. Le besoin d'expansion, l'impérialisme bureaucratique découle ainsi inéluctablement des contradictions de l'économie bureaucratique en tant qu'économie d'exploitation.

On a pu observer matériellement cette évolution au cours des dix dernières années. Il est apparu que l'aggravation constante de l'exploitation des ouvriers et la nécessité interne d'expansion étaient des traits essentiels du capitalisme bureaucratique. Il est apparu aussi que cette expansion ne pouvait se faire que par la bureaucratisation totale des pays qui étaient soumis à la domination russe. Mais cette bureaucratisation, non seulement signifie que la contradiction dont nous avons parlé s'amplifie, mais qu'une autre apparaît au sein même de la bureaucratie. Entre les bases nationales et les bases internationales du pouvoir de la bureaucratie une opposition se

manifeste; la bureaucratie ne peut exister qu'en tant que classe mondiale, mais en même temps elle est dans chaque nation une classe sociale ayant des intérêts particuliers. Les bureaucraties des différents pays tendent donc nécessairement à s'opposer les unes aux autres, et cette opposition non seulement s'est manifestée, mais a éclaté violemment dans la crise russo-yougoslave.

Cet article nous permettra de concrétiser les idées que nous avons énoncées par l'analyse de la naissance et de l'évolution de la bureaucratie yougoslave. Le choix de ce sujet n'a pas besoin de longues explications. Du point de vue théorique, la « question yougoslave » est un test des plus importants pour les conceptions sur la bureaucratie stalinienne qui se sont affrontées depuis des années. Comme personne ne peut nier que la bureaucratie yougoslave est arrivée au pouvoir par sa propre action (le rôle de la Russie et de l'armée soviétique en Yougoslavie ayant été totalement indirect), l'analyse de la question yougoslave permet de régler définitivement le problème de la possibilité pour la bureaucratie de prendre le pouvoir, comme aussi le problème de la structure économique et sociale à laquelle ce pouvoir correspond. D'autre part, le conflit, dont la crise yougoslave fut l'expression la plus aiguë connue à ce jour, entre bureaucraties nationales (et particulièrement entre la bureaucratie d'un pays secondaire et la bureaucratie russe) conduit à examiner le problème des contradictions impliquées dans les rapports entre différentes bureaucraties et de la perspective de développement de ces contradictions dans l'avenir. Répondre à ce problème qu'il s'agit là d'une « querelle de cliques bureaucratiques », est une réaction primitive, saine et positive sans doute comme réaction élémentaire, mais à laquelle ne saurait s'arrêter l'avant-garde révolutionnaire; les moteurs de ce conflit et son développement l'intéressent au plus haut point.

Du point de vue politique, l'importance de la crise yougoslave se traduit par l'influence qu'elle peut exercer sur les ouvriers en train de se détacher du stalinisme. Non pas que ces ouvriers risquent d'être entraînés par le « titisme »; l'expérience elle-même prouve qu'il n'en est rien. Mais les efforts conjugués des confusionnistes, à commencer par les trotskystes et à finir par les épaves politiques de l'ex-R.D.R., qui ont trouvé dans l'affaire Tito une occasion inespérée de prolonger leur existence caduque en s'accrochant à une nouvelle planche pourrie, peuvent créer le trouble auprès de quelques militants

d'avant-garde. Il est indispensable de dissiper cette confusion et d'aider ainsi les couches ouvrières qui sont en train de se débarrasser de l'emprise stalinienne à tirer les conclusions nécessaires sur la véritable nature de la bureaucratie et de ses conflits internes.

QUELQUES QUESTIONS DE METHODE

Le matériel le plus important dont on dispose pour étudier la question yougoslave est l'ensemble des textes et des documents publiés par les deux parties en cause. Pour pouvoir apprécier la valeur de cette documentation, pour voir de quelle manière son utilisation est possible, il nous faut la situer dans son cadre et voir comment elle a évolué.

On sait que l'explosion de la crise russo-yougoslave a été, aussi bien pour le grand public que pour les « spécialistes » de la politique un coup de tonnerre dans un ciel sans nuages. Jusqu'au 28 juin 1948, rien ne semblait troubler l'idyllique harmonie des rapports entre l'église stalinienne et sa fille aînée et préférée. La résolution du Kominform, première expression ouverte de la lutte qui, comme on le sait maintenant, se poursuivait depuis quelque temps dans la coulisse, (1) gardait un ton « politique »; elle critiquait le P.C. yougoslave pour une série de « déviations » (sous-estimation du rôle de l'U.R.S.S., liquidation du parti communiste au profit du Front Populaire, suppression de la « démocratie » dans le parti communiste et dans le pays, politique aventuriste et « extrémiste » sur la liquidation du capitalisme en même temps qu'abandon de la lutte de classes à la campagne aboutissant au renforcement des koulaks); nommait Tito et Djilas comme responsables de ces déviations et sommait le P.C. yougoslave de changer à la fois sa politique et sa direction. Bien entendu, aucun fondement, aucun essai de démonstration n'était apporté à ces « critiques », qui non seulement sont contradictoires entre elles, mais s'adresseraient tout aussi bien et au même titre, à n'importe quel autre parti stalinien au pouvoir, à commencer par celui de l'U.R.S.S. Inutile d'insister sur ce que peuvent avoir

(1) V. plus loin, « La rupture avec Moscou ».

de tragiquement bouffon les critiques sur l'absence de démocratie en Yougoslavie, faites par les gens du Kominform qui en parlent en connaissance de cause.

Il serait stupide de prendre au sérieux l'argumentation de la résolution du Kominform. Comme toutes les manifestations idéologiques du stalinisme, sa teneur apparente n'a qu'un rapport lointain et purement symbolique avec son véritable contenu, qui ne s'y trouve que d'une manière latente. En réalité la résolution doit être traduite de la manière suivante : la direction du P.C. yougoslave nous échappe, il faudrait la changer; il reste peu de chances d'opérer ce changement sans rupture (c'est pourquoi nous portons le conflit au grand jour; la critique « politique » publique, sans l'accord des intéressés, est le suprême moyen « pacifique »); il n'est pas exclu que le P.C. yougoslave se soumette (c'est pourquoi nous ne coupons pas encore tous les ponts et nous laissons entendre que le redressement de ce parti est possible sous certaines conditions; mais c'est là la perspective la moins probable); mais dans le cas où les Yougoslaves maintiendraient leur attitude, nous passerons à l'attaque la plus violente possible (dont nous posons dès aujourd'hui les jalons en mettant le doigt sur une série de déviations, dont chacune, comme on sait, conduit directement au « fascisme »).

La résolution du Kominform donne le ton à la polémique des organes staliniens pendant cette première période : le style des attaques devient de plus en plus violent, mais le parti communiste yougoslave n'est pas encore considéré comme irrémédiablement perdu.

Pendant cette même période, qui couvre les deux ou trois premiers mois de la rupture, la réaction de la bureaucratie yougoslave est purement défensive; son attitude est manifestement gênée et tâtonnante. Les titistes se bornent à repousser les accusations du Kominform, c'est-à-dire à les nier purement et simplement. On chercherait en vain, dans leurs réponses, une argumentation ou des données matérielles quelconques.

La situation se renverse pour ainsi dire complètement au cours de la période suivante (qui commence avec l'hiver 1948); les attaques du Kominform, suivant la voie du développement normal de la polémique staliniennne, culminent dans l'identification du titisme avec le fascisme, la caractérisation de la direction titiste comme « bande d'espions, traîtres et assassins », voire même « trotskystes », et dès lors, cette réduction fondamentale opérée, l'affaire Tito équivaut pour le stalinisme à

une affaire policière. Il s'agira désormais non plus de critiquer les déviations yougoslaves ou de lutter contre elles, mais de poser l'appartenance des dirigeants du P.C. yougoslaves, dès 1941 (sinon avant), à diverses polices impérialistes et de donner l'éclat rituel indispensable à la reconnaissance de ce fait par le moyen de « procès » basés sur les aveux spontanés des accusés, aveux dont l'authenticité sera scellée par le sang des avouants eux-mêmes. La Yougoslavie sera désormais un pays fasciste, jusqu'au jour où les forces historiques (dont comme on sait, l'armée russe est la diligente sage-femme), permettront de la débarrasser de ses dirigeants vendus à l'impérialisme.

C'est précisément au cours de cette deuxième période que la bureaucratie titiste passe à la contre-offensive sur le plan idéologique et qu'elle cesse de récuser purement et simplement les attaques du Kominform, pour retourner les accusations contre l'adversaire. C'est à partir de ce moment que l'on assiste au développement d'une idéologie titiste propre, dont l'intérêt réside en ce qu'elle est l'expression quasi-naturelle et universelle de toute bureaucratie exploiteuse luttant sur une base « nationale » contre un impérialisme bureaucratique (2) qui tend à se la soumettre. L'analyse de cette idéologie est une tâche d'une importance particulière, et nous y reviendrons longuement. Notons simplement ici que son caractère mystificateur apparaît avec évidence lorsqu'on constate qu'à aucun moment, maintenant comme avant, la bureaucratie yougoslave ne répond réellement aux accusations qui lui ont été portées ou qui auraient pu l'être : aucune indication sur le niveau de vie des ouvriers et des paysans yougoslaves, par exemple, et sur celui des bureaucrates; aucune indication sur la répartition du revenu national; aucune indication réelle sur les « progrès » de la production; aucune explication sur la structure des rapports de production, sur la gestion par exemple de la production, sur le véritable rôle des syndicats ou des comités « populaires » — et ainsi de suite pour toutes les questions tant soit peu importantes. La bureaucratie yougoslave suit ainsi l'exemple donné depuis plus de vingt ans sur ce terrain par son aînée, la bureaucratie russe, en dissimulant dans toute la mesure du possible la réalité sociale aux yeux du public ouvrier mondial. Il est clair que ce silence est le plus éloquent des aveux; car qu'est-ce qui pourrait gêner la bureaucratie yougoslave dans la publication de statistiques relatives au niveau de vie, par exemple, si de ces

(2) Nous nous expliquerons plus loin sur ce terme.

statistiques il ressortait ne serait-ce qu'une augmentation de 10 p. 100 de ce niveau de vie ?

Il faut en conclure que les documents officiels de la bureaucratie yougoslave ne sont utilisables, comme tous les documents de la bureaucratie contemporaine, qu'en tenant compte en premier lieu de leur caractère de camouflage. Évidemment à travers le camouflage et très souvent du fait du camouflage lui-même la réalité ne peut que percer, dans ses aspects les plus essentiels, sinon dans ses détails. Mais il est impossible de s'en servir sans les analyser et sans se demander quels intérêts ils sont destinés à servir et selon quelle méthode. En politique, il n'y a que les imbéciles qui croient sur parole.

Il est nécessaire de conclure ces pensées par une considération générale. Nous n'allons pas forger une conception de la bureaucratie à partir de l'étude du cas yougoslave; nous allons analyser le cas yougoslave à partir d'une conception de la bureaucratie que nous avons déjà. L'accession de la bureaucratie yougoslave au pouvoir, sa rupture avec Moscou ne sont que des manifestations particulières d'un processus général qui s'affirme depuis trente ans; elles ne peuvent être comprises qu'en tant que parties intégrantes de cet ensemble et ce n'est qu'à cette condition seulement que leur analyse permet d'approfondir et d'enrichir une conception générale de la bureaucratie. Laissons aux journalistes petits-bourgeois leur prétendue « objectivité » et leur prétendu « manque de préjugés », qui ne sont jamais que la couverture consciente ou inconsciente d'une somme extraordinaire de préjugés les plus grossiers et les plus primitifs. Pour nous, il ne s'agit pas de découvrir avec éblouissement que Tito a détruit la bourgeoisie en Yougoslavie, ni qu'il l'a fait avec l'aide des travailleurs yougoslaves; cette découverte, nous n'avons pas attendu l'été 1948 pour la faire. Il s'agit de confronter notre conception de la bureaucratie avec les faits, et, si ceux-ci les confirment, voire comment nous pouvons à leur lumière, la développer et l'enrichir. Mais les faits bruts n'existent pas; les faits n'ont de signification qu'en fonction d'une interprétation, et la base de cette interprétation ne peut être donnée que par une conception d'ensemble du monde moderne.

LE STALINISME EN EUROPE ORIENTALE, 1941-1948.

Il est impossible d'avancer dans la compréhension de la nature de la bureaucratie yougoslave sans une analyse du pro-

cessus qui a mené à la conquête totale du pouvoir par la bureaucratie dans les « démocraties populaires » de l'Est européen entre 1941 et 1948. En résumant ici les grandes lignes d'une telle analyse nous ne pensons évidemment ni épuiser la question, ni donner une description fidèle de chaque cas particulier; nous voulons seulement dégager les facteurs principaux, faire ressortir l'essentiel derrière la foule des phénomènes conjoncturels et souvent contradictoires qui ont accompagné l'énorme transformation sociale dont les pays satellites de la Russie ont été le théâtre.

Les racines de ce développement se trouvent dans l'occupation allemande et le mouvement de Résistance. Dans des pays comme la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Grèce, l'occupation signifia une crise sociale sans précédent: le pillage systématique des pays par l'armée allemande, la misère intense qui s'y étendit rapidement et à laquelle n'échappèrent qu'une poignée de « collaborateurs », de grands patrons et de seigneurs du marché noir, ont fait qu'aussi bien pour la population des villes que pour celle des campagnes leur simple existence biologique était mise en question et que la lutte à mort devenait le seul moyen de défendre cette existence. Mais comme l'appareil étatique « national » avait été pratiquement détruit du fait même de l'occupation, et les « autorités » apparaissaient aux yeux de tout le monde pour ce qu'elles étaient réellement, c'est-à-dire des agents subalternes de l'armée allemande, la lutte a pris objectivement et rapidement le caractère d'une lutte contre l'occupation et contre l'Allemagne. Les illusions nationalistes, renforcées du fait de l'occupation et de l'oppression nationale effectivement infligées aux populations par l'Allemagne, recevaient ainsi une base économique qui les rendait insurmontables pour toute la période en cours.

Traditionnellement, on aurait pu penser que le renforcement des illusions nationalistes aurait amené les masses sous l'influence idéologique et politique de la bourgeoisie, représentant légitime de la « nation ». En réalité il n'en fut rien. Le fait que cette bourgeoisie était elle-même profondément décomposée, divisée déjà avant l'occupation, mais surtout après celle-ci en une aile pro-« démocratique » et une aile pro-nazie, et que cette dernière semble avoir été, dans de nombreux cas, la plus importante; le fait que sa position à la tête de l'appareil de production lui imposait, indépendamment de sa volonté, la « collaboration » avec l'occupant; le fait enfin et surtout que la lutte avait, à travers toutes ses phases, un contenu social persistant et bien déterminé — les

revendications matérielles des masses —; tous ces facteurs signifiaient que la bourgeoisie ne pouvait envisager ce mouvement qu'avec une hostilité croissante et qu'elle n'y participa que dans une perspective de double jeu, et surtout pour empêcher les partis staliniens d'en monopoliser la direction. Elle y est parvenue dans une certaine mesure en Pologne et en Tchécoslovaquie, beaucoup moins en Yougoslavie, où le mouvement de Mikailovitch resta cloisonné dans un territoire déterminé, encore moins en Grèce, où seules les interventions de l'état-major allié de la Méditerranée empêchèrent l'écrasement total de Zervas par l'ELAS.

Dans ces conditions, le mouvement des masses ne pouvait trouver d'autre expression politique que celle des partis staliniens. Pour ceux-ci, depuis l'entrée de la Russie en guerre, en juin 1941, ce mouvement constituait à la fois la forme la plus efficace de défense de la Russie et l'élargissement souhaité de la tactique des « Fronts Populaires » qui devenaient maintenant des « Fronts Nationaux »; « Fronts Nationaux » qui étaient cependant, du point de vue de l'efficacité tactique, infiniment supérieurs aux « Fronts Populaires » d'avant 1939, car ils se plaçaient sur le terrain d'une crise sociale profonde et d'une guerre civile larvée que les staliniens voulaient et pouvaient pousser aussi loin que possible dans les limites définies par leurs buts et leurs moyens, tandis que les formations politiques bourgeoises et social-démocrates correspondante étaient par nature incapables de s'y engager à fond. « Fronts Nationaux » d'autre part, qui ont été utilisés par les staliniens beaucoup plus profondément et beaucoup plus efficacement que jamais ne le furent les Fronts Populaires. La tactique stalinienne fut d'entraîner les masses dans le mouvement, de les « organiser » partout sur toutes les bases possibles, et de tenir ces organisations par le moyen de fractions clandestines détenant solidement les postes-clés. La même tactique de noyautage fut appliquée dans le mouvement des partisans, dont les staliniens prirent rapidement la direction en mains et dont le plus souvent ils furent les créateurs.

Il se créa ainsi une situation de double pouvoir, le « pouvoir légal » des gouvernements collaborateurs, pouvoir fictif qui recouvrait le pouvoir réel des baïonnettes allemandes et ne s'appuyait que sur celles-ci (3) et le pouvoir « illégal » entre les mains de la direction de la Résistance, s'appuyant sur les partisans et sur les organisations de masse, qui parfois était monopolisé par la direction stalinienne (Yougoslavie, Grèce) et parfois était partagé entre celle-ci, la social-démocratie et

les formations « néo »-bourgeoises, participant à la Résistance, mais presque toujours également masqué par un organe « gouvernemental » provisoire exprimant l'« alliance » de toutes les forces antiallemandes et antifascistes du pays.

La délimitation de ces deux pouvoirs a pris assez rapidement un caractère territorial, les régions « libérées » par les partisans se soustrayant à toute autorité du pouvoir légal, ce qui amena la direction du mouvement à prendre en mains les fonctions essentielles de l'Etat; administration, justice, etc... furent réorganisées sur une base rudimentaire, et sous le simulacre des formes « démocratiques populaires » qui ne masquaient que la dictature de la direction stalinienne. (4)

D'autre part, l'action de ce pouvoir pénétrait même dans le reste du pays, par les organisations clandestines, elles-mêmes armées et s'appuyant sur l'armée des partisans.

Si cette expression paradoxale est permise, la participation des masses à cette lutte a été à la fois la plus active et la plus passive possible. Elle fut active jusqu'aux limites du possible sur le plan physique, sur le plan organisationnel, sur le plan tactique. Leur attitude fut en même temps absolument passive sur le plan de l'orientation, du contenu politique du mouvement, de la conscience. La guerre et les premiers mois de l'occupation avaient jeté les masses dans un engourdissement total. Elles en sortirent rapidement et se jetèrent à corps perdu dans la lutte contre l'occupation; mais dans cette lutte, aucune clarification ne se manifeste, aucun dépassement des illusions nationalistes, aucune autonomie par rapport aux organisations. Tout s'est passé comme si les masses déléguaient toute la pensée, la réflexion, la direction du mouvement aux organisations et si elles s'étaient résolument cantonnées dans l'exécution des directives et la lutte physique. De son côté, le parti stalinien non seulement utilisa largement cette attitude, mais fit tout ce qu'il a pu pour la renforcer; ainsi très

(3) Et sur les formations policières « nationales » (Sécurité Nationale, Milices, etc.).

(4) Il s'est trouvé des gens assez stupides pour voir dans les divers « Comités » apparus au cours de la Résistance des formes soviétiques d'organisation des masses ! En fait, dans l'énorme majorité des cas, ces Comités furent nommés par les chefs des partisans staliniens, les armes à la main. Aucune opposition à la politique stalinienne n'y était tolérée, ou possible; les décisions étaient prises au préalable par la fraction stalinienne, et le rôle des Comités était de donner une couverture de « légalité populaire » à la dictature et à la direction stalinienne.

rapidement l'attitude politique passive des masses permit de les entourer d'une haute palissade, que dès mitrailleuses invisibles, mais combien réelles dominaient.

Lorsque l'armée allemande se replia en 1944-1945, la seule base réelle du pouvoir « légal » disparut en même temps. Les « représentants » de ce pouvoir eux-mêmes s'enfuirent et se cachèrent. Mais aucun vide, aucune « vacance de pouvoir » n'exista, sinon pour un temps infiniment court. La place était occupée au fur et à mesure, par le pouvoir clandestin qui s'emparait de tout le pays, soit par ses propres forces, comme en Yougoslavie et en Grèce, soit par l'avance de l'armée russe qui instaurait légalement un gouvernement qu'elle apportait avec elle et qui, représentant sous la forme d'une mixture quantitativement différente les formations de la Résistance, coiffait et s'intégrait les embryons d'organisation étatique créés par celle-ci, comme en Tchécoslovaquie et en Pologne. Dans tous les cas, un gouvernement de (plus ou moins) « Union » (plus ou moins) « Nationale » était partout « au pouvoir ». Mais ce « pouvoir » avait dans la plupart des cas peu de réalité. En fait le pays était dominé, maintenant beaucoup plus que par le passé, par les organismes dirigés ouvertement ou secrètement par le P.C. : partisans et milices « populaires ». Ceci est surtout vrai pour la Yougoslavie, pendant la courte période de gouvernement de « coalition », Tito-Choubachitch. C'est également vrai pour la Grèce d'octobre à décembre 1944, mais dans le cas de ce pays, l'ensemble du processus a ensuite avorté, du fait de l'intervention militaire des Anglais, lors du coup d'état stalinien de décembre 1944. C'est relativement moins vrai pour la Pologne, et surtout pour la Tchécoslovaquie, où le gouvernement de coalition semble avoir exercé de 1945 à février 1948 un pouvoir réel dans certaines limites. Ces deux pays s'apparentent beaucoup plus au cas de la deuxième catégorie de pays dont nous allons dire rapidement quelques mots.

Dans cette deuxième catégorie de pays (Roumanie, Bulgarie, Hongrie), le processus se présente d'une manière relativement différente. La Résistance avait été beaucoup moins importante, sinon nulle. La force du parti stalinien était, d'une manière analogue, beaucoup plus restreinte (sauf en Bulgarie, où traditionnellement, le P.C. occupait de fortes positions). L'apparition d'un double pouvoir et l'élimination successive du pouvoir « légal » par le pouvoir réel de la bureaucratie stalinienne se situe après et non pendant l'occupation allemande. A la « libération », le pouvoir existant s'écroula. Du

fait de la participation à la guerre aux côtés de l'Allemagne, la machine étatique a été plus ou moins mise en pièces au moment de l'entrée des Russes. Un nouvel appareil étatique était rapidement mis en place, tant bien que mal, à la tête duquel se trouvait un gouvernement de coalition de tous les partis « antiallemands ». Mais parallèlement, les partis staliens se mettaient à l'œuvre, occupant partout où c'était possible — et de toute façon à la Police, au Ministère de l'Intérieur et à l'Armée — les postes-clés, épurant sans merci leurs adversaires politiques importants, réduisant à la terreur et au silence les autres, encadrant les masses dans des organisations noyautées et dirigées par eux, s'emparant en un mot de plus en plus des bases réelles du pouvoir, même s'ils en laissaient pendant longtemps aux autres les attributs extérieurs.

Dans les deux cas, au fur et à mesure de son développement, le pouvoir de la bureaucratie créait les conditions économiques de sa consolidation et de son expansion ultérieure. Le partage des grandes propriétés foncières, mais surtout la nationalisation quasi-immédiate — et inéluctable — d'une grande partie des banques, de l'industrie et du commerce de gros, en un mot des secteurs-clés de l'économie, non seulement donnaient un coup mortel à la classe des capitalistes et des grands propriétaires, déjà fortement ébranlée, non seulement « neutralisaient » ou rendaient favorables au P.C., qui préconisait avec le plus de conséquence ces mesures, les paysans et les ouvriers, mais surtout créaient pour la bureaucratie une base de développement énorme dans la gestion de l'économie elle-même.

On ne peut insister ici autant qu'il le faudrait sur ce côté économique du processus, qui est pourtant un des plus essentiels. Du point de vue formel, la bureaucratisation de l'économie s'est effectuée par la nationalisation, dès le début, d'importants secteurs de la production; on commença par les « biens allemands », les entreprises appartenant aux « traîtres et aux collaborateurs »(5) et les entreprises appartenant à des étrangers. En même temps, ou bien dans une deuxième phase, étaient nationalisées les entreprises excédant une taille donnée ou occupant plus d'un nombre donné d'ouvriers. Dans une

(5) Notions suffisamment vagues et imprécises, pour permettre à la bureaucratie stalinienne d'exproprier qui elle voulait. Sous l'occupation, toutes les entreprises qui ont continué à fonctionner ont objectivement « collaboré », quel qu'ait pu être l'état d'âme de leur propriétaire. De toute façon, avaient obligatoirement collaboré toutes les entreprises importantes, que les Allemands ne pouvaient pas laisser inactives.

troisième étape — qui est en train de s'achever — on nationalisa tout ce qui restait, sauf l'agriculture.

Ce qui rendait cette évolution pour ainsi dire inéluctable, c'était l'effondrement de l'ancienne structure économique. Non seulement la bourgeoisie en tant que classe s'était effritée — patrons exterminés avant, pendant ou après la « libération », en fuite, pris de panique, etc. — mais la crise objective de l'économie amenait nécessairement l'Etat à assumer des fonctions de gestion générale, sans lesquelles cette économie était mortellement menacée. (6)

La dernière lutte qui se déroula alors entre la vieille bourgeoisie et la bureaucratie, légitime représentant et usufruitier de la propriété « étatique », fut inégale et son issue était certaine d'avance. Pour ne considérer que le plan strictement économique, la bureaucratie se trouva disposer dès le départ de moyens qui lui conféraient une suprématie écrasante (7) : la nationalisation des banques, c'est-à-dire du crédit, lui permettait de réduire aux abois du jour au lendemain toute entreprise récalcitrante et d'orienter l'accumulation dans ses intérêts. La réglementation des prix et des salaires lui donnait le rôle dominant dans la répartition du produit national. Enfin, la nationalisation des moyens de communication et de la plupart des grandes entreprises et le monopole du commerce extérieur lui donnèrent, face à ce qui restait d'entreprises privées, infiniment plus de suprématie que jamais un trust capitaliste n'a eu face à ses petits concurrents. A cette puissance économique formidable s'ajoutait dans la plupart des cas la force coercitive du pouvoir, et souvent l'appui que les ouvriers accordèrent à la bureaucratie contre les patrons. La

(6) La même cause a produit des effets analogues en Europe occidentale. Là aussi entre 1944 et 1948, seule l'intervention de l'Etat dans tous les domaines importants de l'activité économique — crédits, investissements, allocation des matières premières, fixation des prix et des salaires, dans certains cas nationalisation des entreprises — a pu permettre à l'économie capitaliste de dépasser provisoirement sa crise profonde. Mais dans ce cas, l'intégration de ces pays dans le bloc américain et le rapport des forces différencient entre la bureaucratie stalinienne et les organisations bourgeoises traditionnelles qui en résultait, ont déterminé une autre évolution.

(7) A condition bien entendu qu'elle voulut s'en servir. Sous bien des rapports, la bureaucratie des Etats capitalistes actuels dispose formellement des mêmes moyens; cependant son manque d'unité et de cohésion, l'absence d'une idéologie propre, la liaison et la dépendance directe des sommets de cette bureaucratie par rapport au capital financier et, avant tout, l'impossibilité de s'appuyer sur une force sociale autonome (à l'opposé de la bureaucratie stalinienne qui peut pendant longtemps mobiliser pour sa lutte le prolétariat) font qu'elle reste subordonnée au capital des monopoles et que, dans les pays occidentaux, la marche vers le capitalisme d'Etat s'effectue à travers la fusion personnelle des sommets de la bureaucratie étatique avec l'oligarchie financière et non pas à travers l'extermination de cette oligarchie par une bureaucratie nouvelle.

pression indirecte exercée dans la plupart des cas par la présence ou la proximité des forces russes, la certitude dans laquelle se trouvaient les bourgeois sur l'inclusion de leur pays dans la zone de la domination russe et leur abandon par les Américains, ont fait que rapidement leur résistance s'écroula de l'intérieur.

C'est ainsi que selon des modalités et des péripéties différentes — et différentes parfois d'une manière profonde — un nouveau type de régime économique et politique s'est réalisé dans ces pays. En Albanie, en Bulgarie, en Yougoslavie, en Roumanie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne et en Allemagne orientale la structure traditionnelle de la propriété privée a été supprimée dans les secteurs décisifs de l'économie — industrie, banques, transports, grand commerce — et là où elle subsiste (agriculture) son contenu a subi de profondes modifications. Parallèlement, la bourgeoisie traditionnelle, constituée par les propriétaires privés des moyens de production a été exterminée en tant que catégorie sociale — abstraction faite de l'intégration de bourgeois en tant qu'individus au nouveau système — et la bureaucratie s'est substituée à elle en tant que couche dominante dans l'économie, l'état et la vie sociale. Cependant, du point de vue le plus profond, les rapports de production sont restés des rapports d'exploitation; en règle générale, cette exploitation n'a fait que s'aggraver. Exprimée comme subordination totale des ouvriers au cours de la production aux intérêts d'une couche sociale dominante et comme accaparement de la plus-value par la bureaucratie, cette exploitation n'est qu'une forme plus développée de la domination du capital sur le travail. Dans cette mesure, la société instaurée dans les pays de l'Etat européen, au même titre que la société russe, ne représente que la victoire locale de la nouvelle phase vers laquelle tend le capitalisme mondial, le capitalisme bureaucratique.

Marx dit quelque part, « s'il n'existait point de hasard, l'histoire serait une sorcellerie ». Les tendances historiques profondes se réalisent à travers une série de particularités et de contingences, qui confèrent précisément à l'histoire réelle son caractère concret et vivant et l'empêchent d'être une collection d'exemples scolaires des « lois du développement historique ». Pourtant, la recherche historique n'est scientifique que dans la mesure où elle parvient à saisir ces particularités et ces contingences comme manifestations concrètes d'un processus universel. Dans le cas qui nous occupe, il peut appa-